

Conservation de la biodiversité : Waca Bénin compte sur les femmes

Du Lac Toho à la mare aux crocodiles de Tannou, dans les départements du Mono et du Couffo, au sud-ouest du Bénin, les femmes deviennent progressivement les gardiennes de la biodiversité. Les Coopératives financées par le Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (Waca ResIP) transforment des vies, tant celles des membres de la faune que de la flore.



Une coopérative de femmes

Alors que le soleil se retire derrière les buissons de Kpoba, commune de Djakotomey, à 140 km au nord-ouest de Cotonou, Houefa Bodrenou, ne se presse pas pour autant pour dévoiler la magie qui s'opère dans la coopérative Gbénondjou dont elle est la secrétaire générale. « Ne vous inquiétez pas. Même s'il

fait tard, nous disposons d'un panneau solaire qui illumine nos vies et nous permet de poursuivre nos activités », confie-t-elle. Cette source d'énergie renouvelable, tout comme de nombreux autres équipements, a été acquise grâce au financement du Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (Waca ResIP).

Ce qui améliore significativement, depuis 2022, la productivité de ces femmes spécialisées dans la transformation du manioc en Gari et dérivés. « Waca nous a dotées de magasins et de salles de transformation, de tricycles, de bassines, d'un château d'eau, de machines à rappeuses et de ressasseuses. Cela nous a permis de passer d'une production de deux sacs de 315 kg par semaine à dix sacs. Nos vies ont changé. Nous pouvons désormais éduquer nos enfants et soutenir nos maris dans la gestion du foyer », se réjouit Houefa Bodrenou.

En choisissant de soutenir ces femmes de Kpoba, le projet connu sous son acronyme anglais Waca (West Africa Coastal Areas Program) vise à réduire les pressions sur les ressources naturelles. « Beaucoup pensent que nous sommes concentrés principalement sur la lutte contre l'érosion côtière. Cependant, il y a le Fonds pour l'Environnement Mondial, qui ne finance pas les infrastructures grises, mais qui appuie la préservation de la biodiversité et la lutte contre la pauvreté », explique Abdou Salami Amadou, responsable des activités, sous financement du Fonds pour l'Environnement Mondial à Projet Waca ResIP-Bénin.

Aider les femmes, signifie protéger « l'hippopotame »

A Kpoba, l'appui cible principalement l'Aire Communautaire de Conservation de la Biodiversité d'Adjamé qui fait partie de la Réserve de Biosphère Transfrontalière du Delta du Mono, reconnue par l'UNESCO en 2017. Le site situé dans l'arrondissement de Kpoba sur la rive Est du Fleuve Mono, abrite diverses espèces de faune, dont l'hippopotame, le

sitatunga (*Tragelaphus spekei*) en danger dans la région, et le singe à ventre rouge (*Cercopithecus erythrogaster erythrogaster*) endémique au Dahomey Gap.

« Nous disposons ici d'une aire communautaire de proximité, la marre d'Adjamé, où l'espèce emblématique protégée est l'hippopotame. Si nous permettons aux communautés de continuer la chasse, d'ici quelques années, l'hippopotame pourrait disparaître de cette partie du sud-ouest de notre pays. C'est pourquoi nous avons décidé d'accompagner cette communauté tout en nous fixant pour objectif d'impacter encore davantage les femmes pour des retombées indirectes », précise Abdou Salami Amadou.

Dans les départements du Mono et du Couffo, au sud-ouest du Bénin, de nombreuses coopératives ont été soutenues, couvrant les aires communautaires de conservation de la biodiversité d'Adjamé (Djakotomey), du Lac Toho (Lokossa, Athiémé et Houéyogbé), de Naglanou (Athiémé) et de la Bouche du Roy (Grand-Popo). Cette bataille concerne également les trois nouvelles aires créées, à savoir le Chenal Gbaga (Grand-Popo), Avlékété-Djègbadji (Ouidah) et la Mare aux Crocodiles de Tannou (Aplahoué).

Des amazones de la biodiversité

À travers ces coopératives, les femmes sont donc mises en avant, comme un rempart contre la dégradation des ressources naturelles. « Pour défendre un espace, il faut permettre aux communautés d'avoir des activités alternatives génératrices de revenu revenus. Nous avons alors soutenu plus de 250 microprojets, bénéficiant à plus de 3500 personnes, dont 75% sont des femmes. Dans le Couffo, malgré l'avancée de l'agriculture, ce sont les femmes qui accomplissent le travail. Grâce à ces activités génératrices de revenus, elles gagnent plus qu'en travaillant aux champs », souligne l'expert.

Ces microprojets apportent également des avantages en termes

de réduction de la pauvreté, d'autonomisation des femmes, ainsi qu'une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. À Agamè, dans la commune de Lokossa, près du Lac Toho, l'énergie déployée par les membres de la coopérative des transformateurs de produits agricoles en est une preuve tangible. Cette coopérative bien organisée, composée de 730 membres, s'emploie à valoriser les noix de palme produites par l'Union des Coopératives d'Aménagement Rural (UCAR).

Rien ne se perd ici, tout se transforme. De la matière première à la transformation, cette coopérative couvre toute la chaîne, avec des retombées significatives, pour l'autonomisation des femmes. « Nous disposons désormais de grandes machines qui nous aident à produire suffisamment d'huile. Nous avons même un stock selon la période que nous vendrons au meilleur prix. Aujourd'hui, avec l'amélioration des conditions de production, nous avons un peu plus de moyens pour nourrir nos enfants », renseigne Philomène Adangnonnan, secrétaire générale de la coopérative des transformateurs des produits agricoles de Agamè. Cette résilience, ces femmes entendent la renforcer, même après la fin du projet en Décembre 2024.

Fulbert ADJIMEHOSSOU

**La PASCiB amorce le processus
d'intégration des dimensions
Changements climatiques et**

Genre dans la gouvernance des Réserves de Biosphère de l'Ouémé et du Mono

Face aux menaces anthropiques et naturelles que subissent les réserves de biosphère du Mono et de l'Ouémé, la PASCiB à travers le projet Benkadi en étroite collaboration avec le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) a organisé un atelier multi-acteur afin de résoudre la problématique de l'intégration des dimensions Changements climatiques et Genre dans la gouvernance des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono. C'était le 06 avril 2023 à Grand Popo.



L'objectif était d'échanger avec les parties prenantes et de valider la méthodologie proposée par les consultants pour

l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) des réserves pour une durée de dix ans, en intégrant la problématique du genre et du changement climatique grâce à l'intégration des mesures concrètes d'adaptation basée sur l'environnement (AbE).

Selon Yécy Peggy TOHINLO, représentante du Chef projet Benkadi, cet atelier marque le démarrage d'un processus très participatif et inclusif. Elle a réitéré à cette occasion, toute la gratitude de la PASCiB aux différentes parties prenantes pour leur disponibilité et leur engagement dans la préservation et la gestion durable des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono.

Des efforts déployés au quotidien au profit des populations, a reconnu Cyrillia YEBE, Secrétaire Exécutive de la commune de Grand Popo, qui au nom du maire de la commune, a également félicité et encouragé les acteurs et la PASCiB.

La qualité des acteurs conviés à l'atelier laisse présager la qualité de la méthodologie qui sera retenue pour résoudre la problématique de l'intégration de l'adaptation au changement climatique et du genre dans les outils de planification et de gestion des réserves, selon le Directeur Général du CENAGREF, Abdel Aziz Baba Moussa. Si les premiers Plans d'Aménagements et de Gestion n'avaient pas pris en compte ces dimensions, c'est parce que le problème n'était pas aussi critique, a-t-il ajouté.



Outre l'intégration de l'adaptation au changement climatique et de l'égalité des genres dans la gestion des réserves, le Directeur Général du CENAGREF espère échanger aussi sur la nécessité d'intégrer de nouvelles ACCB dans les réserves de biosphère. Il s'agit de l'ACCB de Deve, de Togbadji, de la mare aux crocodiles de Tannou et d'autres sites dans la réserve de la basse vallée de l'ouémé.

AGONZAN Marcel, Premier Adjoint au Maire de la commune de Bopa, en lançant officiellement les travaux de l'atelier, a souhaité que les résultats soient à la hauteur des attentes.

Les différentes communications qui ont suivi ont permis aux acteurs présents de prendre connaissance de la gouvernance des réserves de biosphère et la méthodologie proposée pour l'intégration des aspects du genre et des changements climatiques.

Aussi, ont-ils appréhendé les enjeux actuels en matière de

conservation des réserves de biosphères de la basse vallée de l'Ouémé et de la réserve de biosphère du mono.

L'atelier a vu la participation des acteurs des municipalités, des acteurs de la société civile, de certains cadres ministériels et experts. La PASCiB et le CENAGREF sont rassurés de la qualité de la démarche méthodologique d'actualisation des PAG et se félicitent de la grande mobilisation de toutes les intelligences en la matière.

Un outil d'aide à la décision en éclosion

Cet atelier enrichissant assorti des recommandations élaborées à l'endroit des différentes parties prenantes est le premier d'une série d'ateliers qui se penchera sur l'actualisation des Plans d'Aménagements et de Gestion et qui va accoucher d'un outil d'aide à la décision.

Constant HOUNDENOU, Conseiller technique au Développement durable du Ministre du Cadre de vie et du Développement durable est convaincu de cette démarche conforme aux grands idéaux du Programme d'Action du Gouvernement et des programmes d'action au niveau sectoriel.



En ce qui concerne le ministère du cadre de vie et du développement durable, il a rassuré que toute initiative légale allant dans le sens de l'accompagnement des communautés au niveau décentralisé serait la bienvenue. Il a pour finir invité à la territorialisation de l'intégration des changements climatiques.

Dans son engagement à actualiser les Plans de Gestion de l'ACCB Bouche du Roy et le lac Toho, la Coordination pour la Recherche et le Développement en Environnement ONG (CoRDE ONG), se servira des résultats de cet atelier a confié Ebenezer HOUNDJINOU, son coordonnateur.

Rappelons que la révision et l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono à travers l'intégration des dimensions, Changements climatique et Genre, participent au renforcement de la résilience des communautés riveraines.

Carmel Espéro LOKOSSOUDJIN